

N° DP 23/971

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE - VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation du domaine public du 19 janvier 2004 conclue entre la commune de Six-Fours-les-Plages et la société PISONI,

VU le transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie des communes membres à la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 1^{er} janvier 2018,

VU le courrier d'information sur la vente de la société PISONI à la société JCDECAUX FRANCE en date du 15 mai 2023,

VU l'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que par convention d'occupation du domaine public conclue avec la Commune de Six-Fours-les-Plages en date du 19 janvier 2004, la Société PISONI a obtenu l'autorisation d'occuper le terrain sis Résidence Aiguebelle sur les espaces verts longeant l'avenue de la Mer pour y exploiter deux panneaux publicitaires monopied éclairés de format 12 mètres sur le territoire communal,

CONSIDERANT que par le biais du transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dès lors gestionnaire de la voirie métropolitaine, s'est ainsi substituée à la commune dans la gestion et l'exécution de la présente convention,

CONSIDERANT que par courrier en date du 15 mai 2023 la société PISONI a informé la Métropole de son rachat par la SAS JCDECAUX FRANCE,

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser par voie d'avenant le changement de gestionnaire et de bénéficiaire de la convention d'occupation du domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 relatif au changement de gestionnaire et de bénéficiaire de la convention d'occupation du domaine public métropolitain à titre précaire et révocable portant sur l'occupation d'un terrain sis Résidence Aiguebelle à Six-Fours-les-Plages pour y exploiter deux panneaux publicitaires suite au transfert de compétences entre la commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée et au rachat de la société PISONI par la société JCDECAUX FRANCE.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

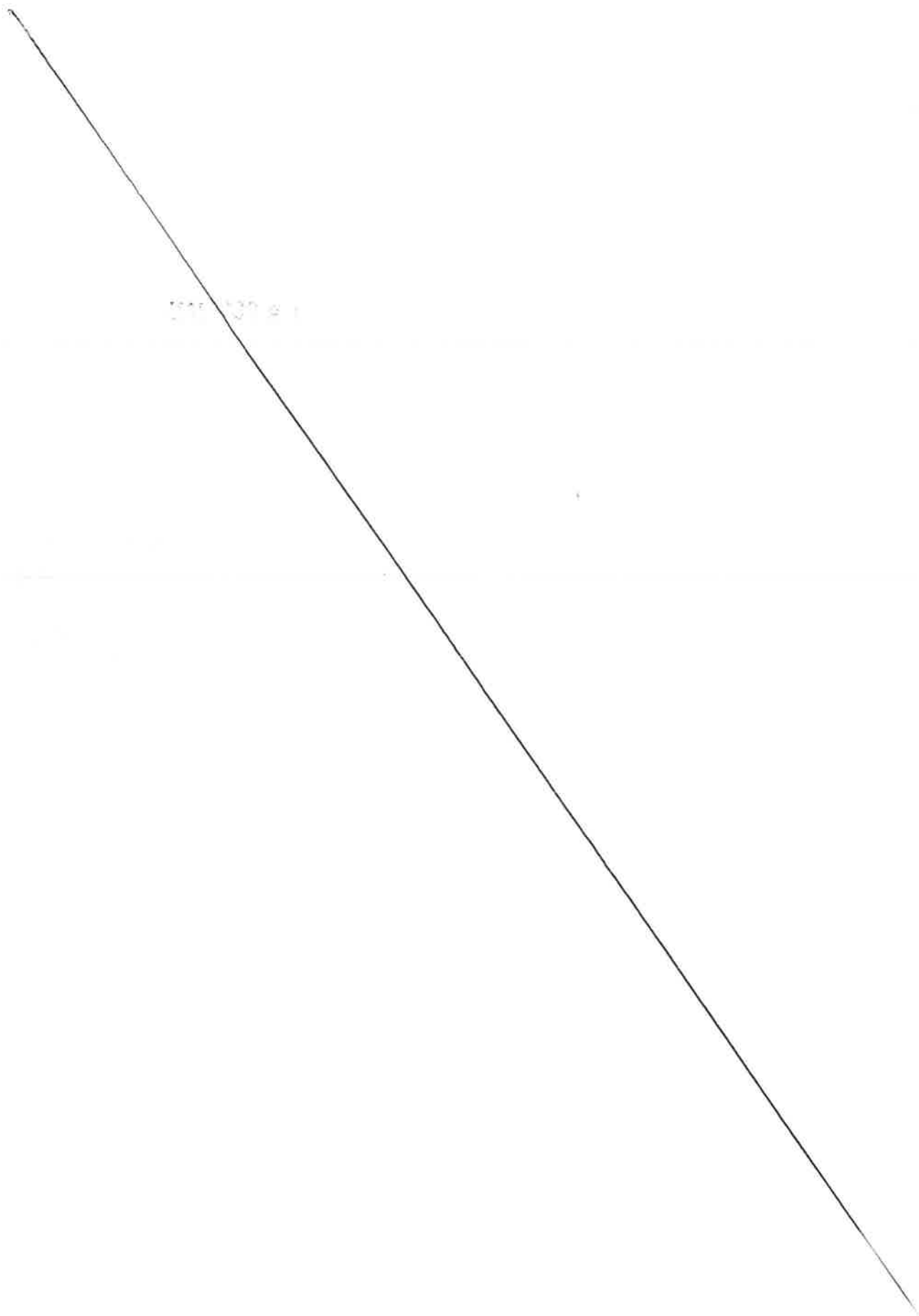
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC METROPOLITAIN A TITRE PRECAIRE
ET REVOCABLE
VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES**

AVENANT N° 1

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre Giran, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le gestionnaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

La SAS JCDECAUX FRANCE, domiciliée 17 rue Soyer, 92200 Neuilly-sur-Seine, enregistrée sous le numéro SIREN 622 044 501, représentée par son Directeur Général Territoire et Institutions, Monsieur Jean-Michel GEFFROY, habilité à agir aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « le Preneur »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par convention d'occupation du domaine public conclue avec la Commune de Six-Fours-les-Plages en date du 19 janvier 2004, la Société PISONI a obtenu l'autorisation à occuper le terrain sis Résidence Aiguebelle sur les espaces verts longeant l'avenue de la Mer pour y exploiter deux panneaux publicitaires monopied éclairés de format 12 mètres sur le territoire communal.

Cette convention d'occupation du domaine public a été consentie pour une durée de 6 (six) années à compter du 6 juin 2003, date de l'acte en la forme administrative portant classement de ces voies dans le domaine public de la Commune, renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

Par le biais du transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dès lors gestionnaire de la voirie métropolitaine, s'est ainsi substituée à la commune dans la gestion et l'exécution de la présente convention.

Par courrier en date du 15 mai 2023 la société PISONI a informé la Métropole de son rachat par la SAS JCDECAUX FRANCE.

Cet avenant ne modifie pas le champ d'application du contrat.

Il est ainsi convenu ce qui suit :

La convention est modifiée dans les conditions définies aux articles suivants :

Article 1^{er}

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, se substitue en sa qualité de gestionnaire à la Commune de Six-Fours-les-Plages domiciliée place du 18 juin 1940, BP 97, 83183 Six-Fours-les-Plages Cedex.

La SAS JCDECAUX FRANCE, domiciliée 17 rue Soyer, 92200 Neuilly-sur-Seine, enregistrée sous le numéro SIREN 622 044 501, se substitue en sa qualité de preneur à la Société PISONI domiciliée 2 chemin de Sartoux, 06370 Mouans-Sartoux, enregistrée sous le numéro SIREN 334 111 598.

Article 2

Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Article 3

Le présent avenant peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

**Pour la SAS JCDECAUX
FRANCE**

Jean-Michel GEFFROY

**Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée**

Jean-Pierre GIRAN

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE.

Entre :

La Commune de SIX FOURS LES PLAGES, représentée par son Député-Maire, **Monsieur Jean Sébastien VIALATTE**, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N°10240 en date du 19.12.03, ci-après désigné « le bailleur »

D'une part,

Et :

La Société PISONI représentée par **Monsieur Jean-Pierre PISONI**, Président **Directeur Général**, dont le siège social est situé 2 Chemin de Sartoux 06 370 MOUANS-SARTOUX, ci-après désigné « le preneur »

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Les voies de la Résidence AIGUEBELLE ont été classées dans le domaine public communal par acte en la forme administrative du 06 juin 2003.

Sur les espaces verts attenants à ces voies, et longeant l'avenue de la mer sont implantés deux panneaux publicitaires monopied éclairés au format de 12 mètres carrés (4 mètres sur 3 mètres) de la **Société PISONI**.

Il convient donc de passer une convention d'occupation du domaine public communal avec la Société PISONI.



Article 1 – Objet

Le bailleur autorise le preneur à occuper le terrain sis Résidence Aiguebelle sur les espaces verts longeant l'avenue de la mer pour y exploiter deux panneaux publicitaires monopied éclairés de format 12 mètres.

Article 2 – Désignation du terrain objet de la convention

Le terrain sis Avenue de la mer Résidence Aiguebelle, situé sur la Commune de Six Fours les Plages est propriété du bailleur.

Le preneur prendra le terrain objet de la convention d'occupation dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur, pour quelque cause que ce soit.

Le bailleur déclare qu'à sa connaissance il n'existe pas de difficultés particulières quant à la nature du sol ou du sous-sol, autres que celles résultant de la situation naturelle des lieux.

Le preneur exécute à ses frais et risques l'ensemble des travaux, des équipements des installations et des aménagements.

Le preneur est responsable à l'égard des tiers de tous dommages causés par l'exécution des travaux, des équipements, des installations et des aménagements.

Le preneur s'engage à contracter les assurances couvrant sa responsabilité. Il transmet les attestations d'assurances au bailleur.

Le preneur demeure responsable de la bonne tenue et de la solidité de tous les équipements et aménagements pendant la durée de la convention.

Le preneur doit respecter certains impératifs d'ordre technique, architectural et de protection de l'environnement conformément au règlement de publicité.

Article 3 – Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de la date du classement des voies de la Résidence Aiguebelle dans le domaine public (date de l'acte en la forme administrative portant classement de ces voies dans le domaine public soit le 06 juin 2003).

Elle est conclue pour une période de 6 ans à partir de la date d'effet.



A l'issue de cette période de 6 ans, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée trois mois au moins avant son expiration, **la présente convention est renouvelée par tacite reconduction par période d'un an.** La dénonciation se fait dans les mêmes conditions à l'issue de chaque période d'un an.

En cas de non renouvellement, le preneur doit remettre l'emplacement loué dans son état antérieur dans les trois mois suivant l'expiration du contrat.

Article 4 – Cession

Le preneur ne pourra céder la convention d'occupation.

Article 5 – Libre accès aux lieux loués – Visibilité – Entretien- Travaux

Le bailleur s'engage à donner libre accès sur le terrain au personnel de la Société PISONI ou à ses préposés ou sous-traitants, pour l'exécution des travaux nécessaires à la publicité (mise en place, modifications, entretien, dépose de la publicité ou d'une passerelle) et à l'optimisation de la sécurité du dispositif publicitaire et de son environnement immédiat.

Le bailleur s'engage également à garantir la visibilité de la publicité par la suppression des obstacles provenant de son fait ou dus à la prolifération de la végétation sur sa propriété.

Le preneur doit maintenir en permanence les installations publicitaires en bon état d'entretien et réparer les dégâts occasionnés par celle-ci.

Faute d'exécution de cette obligation, et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le bailleur peut obtenir à l'expiration d'un délai d'un mois du juge des référés et à son choix, soit l'exécution des travaux nécessaires, soit la résiliation du contrat et la remise des lieux en bon état aux frais du preneur.

En cas de travaux nécessaires sur l'emplacement loué qui obligeraient la suppression temporaire de la publicité, le bailleur devra en avertir le preneur au moins un mois à l'avance et lui préciser la date de réinstallation. Sauf accord contraire, les frais de dépose et de remise en place seront supportés par le bailleur, et le bail sera prolongé de la durée de l'interruption.

Article 6 – Redevance

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 4 347, 82 HT **soit 5 200 Euros TTC** (TVA 19, 6%).



De plus, la Société PISONI mettra à la disposition du service communal de la ville deux faces éclairées (une par sens de visibilité) avec trois changements de visuels par face et par an à ses frais, **soit 6 visuels au total.**

A défaut de paiement de loyer le contrat est résilié de plein droit au bénéfice du bailleur après mise en demeure de payer restée sans effet durant un mois.

Article 7 – Sanction résolutoire – Résiliation pour faute du preneur

Cas de résiliation

Sauf cas de force majeure ou de survenance d'un événement exonératoire de responsabilité, en cas de manquement grave du preneur à ses obligations contractuelles, le bailleur peut prononcer la résiliation du présent bail pour faute du preneur, cette résiliation entraînant la déchéance du preneur au titre de la convention d'occupation.

Procédure

La résiliation doit être précédée d'une mise en demeure dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au preneur, et restée sans effet à l'expiration d'un délai de deux mois.

Conséquences

Les conséquences financières de la résiliation sont à la charge du preneur. Le preneur s'engage à régler, sans délai, les dommages et intérêts au bailleur, en réparation du préjudice subi par ce dernier, et selon état exécutoire, dûment justifié, établi par le bailleur.

Article 8 – Cas de résiliation

Par le bailleur

Le bailleur peut résilier unilatéralement la présente convention pour un motif d'intérêt général.

La résiliation doit être précédée d'un préavis dûment motivé et notifié au preneur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'au moins trois mois.

Par le preneur

En cas d'impossibilité d'exploitation de l'emplacement loué, autre que par le fait du bailleur, notamment dans les cas non limitatifs suivants :

- Perte de visibilité totale ou partielle (du fait de la végétation quelle qu'elle soit ou de tout autre masquage..)



- Perte de valeur de l'emplacement (en raison d'un changement de sens de circulation ou d'une diminution du trafic...)
- Modification des conditions d'exploitation en raison des dispositions législatives, administratives ou fiscales
- Retrait d'un droit de passage ou fin d'une tolérance émanant d'un tiers
- Instauration ou modification d'un règlement local de publicité et entrée en application effective
- Guerre ou événement paralysant l'activité économique
- Tempête ou événement climatique perturbant les conditions d'exploitation.

Le preneur pourra selon le caractère définitif ou non et l'étendue de l'impossibilité, soit résilier le présent bail, soit en suspendre les effets, soit encore conserver l'utilisation partielle des lieux, la redevance étant alors réduite au prorata des surfaces inutilisables.

Le bailleur remboursera s'il y a lieu au preneur la partie du loyer payé d'avance au prorata de la durée de non jouissance.

Il en sera de même en cas de refus du bailleur de donner ou laisser accès à l'emplacement.

Fait à Six Fours les Plages, le 19.01.01

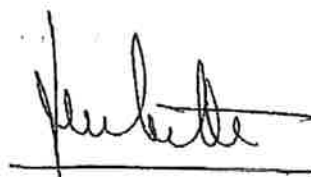
Le Preneur

Jean-Pierre PISONI
SOCIETE PISONI



Le Bailleur

Jean Sébastien VIALATTE
Député-Maire



MEDITERRANEE

HOTEL DE LA METROPOLE

107 Bd Henri Fabre

CS 30536

83041 TOULON CEDEX 9

Mouans-Sartoux, le 15 mai 2023

Objet : Information sur la vente de la société PISONI à la société JCDecaux France

Références contractuelles : 22581

Madame, Monsieur,

Nous vous informons par la présente que l'ensemble des emplacements publicitaires sous contrat Pisoni va être transféré de plein droit au bénéfice de la société JCDecaux France, société par actions simplifiée, dont le siège social est 17 rue Soyer 92200 Neuilly-sur-Seine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 622 044 501, filiale du groupe JCDecaux.

JCDecaux France a en effet racheté les sociétés du groupe Pisoni et va les absorber par voie de fusion le 1^{er} juillet 2023.

A compter de cette date, JCDecaux France effectuera dès le 1^{er} de chaque mois les virements effectués auparavant le 15 du mois par Pisoni.

Cependant, s'agissant de la seule échéance du 15 juillet 2023, et du fait de la transition entre nos sociétés, Pisoni effectuera les virements par anticipation le 15 juin 2023.

Pour les personnes non assujetties à la TVA, aucune démarche particulière n'est à effectuer.

Pour les personnes assujetties à la TVA, nous vous remercions de bien vouloir adresser à Pisoni vos factures de juillet au plus tard le 10 juin pour un paiement le 15 juin.

Toute facture émise après le 10 juin devra respecter les modalités suivantes en fonction du lieu d'installation de notre mobilier :

- Pour les mobiliers installés dans les départements 04, 05, 06 et 83, votre facture devra être adressée à :
JCDecaux France
7 Avenue du Mercantour – CS 80056 – 06801 Cagnes-sur-Mer Cedex
- Pour les mobiliers installés dans le département 13, votre facture devra être adressée à :
JCDecaux France
25 Boulevard de la Cartonnerie – CS10111-13921 Marseille Cedex 11
- Pour les mobiliers installés dans le département 34, votre facture devra être adressée à :
JCDecaux France

111 Chemin de Virebent - 31075 Toulouse Cedex 2

Votre contact bailleur demeure Laurence BLADANET joignable par téléphone au 04.93.40.59.23. ou 06.34.54.55.87. ou par mail : laurence.bladanet@jcdecaux.com.

Enfin et pour faciliter le paiement de vos factures nous vous demandons (i) de privilégier leur envoi par mail et (ii) de respecter leur périodicité contractuelle (ex : pour un paiement trimestriel, émettre une facture chaque trimestre).

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations respectueuses.

Le Directeur du Patrimoine



Guillaume WEBER

